

Quand la gestion des déchets vient de l'étranger

CÔTE D'IVOIRE (3/3) Depuis que des entreprises internationales ont été mandatées, la proportion des détritiques récoltés à Abidjan est passée de 35% à 75%. A terme, le savoir-faire doit être repris en main par l'Etat.

PAR MATTHIEU.HENGUELY@ARCINFO.CH



Chaque jour, Alconzi et ses collègues – toutes des femmes – brosent consciencieusement le bas-côté des boulevards d'Abidjan. Dans leur uniforme vert, elles font partie de l'armée d'employés qui s'occupent, depuis maintenant quatre ans, de la propreté des rues de la capitale économique de Côte d'Ivoire.

Au total, elles sont près de 1500 à s'acquitter quotidiennement de cette tâche, au sein de deux entreprises internationales.

Ces dernières années, une véritable révolution s'est opérée dans cette métropole où les déchets ménagers ont longtemps été déversés anarchiquement dans une grande décharge à ciel ouvert.

L'Etat a fait un pari: s'appuyer sur des grandes entreprises – de facto étrangères – pour mettre en place de nouvelles structures plus efficaces ainsi qu'écologiquement plus durables, et pour former les futurs cadres locaux.

Ancienne décharge dangereuse

La situation d'avant 2018 était alarmante à plusieurs égards. La décharge d'Akouédo, où 53 ans de déchets ont été entassés, était souvent désignée comme dangereuse pour les riverains. L'organisation défaillante de la collecte des déchets a abouti à plusieurs catastrophes, dont celle en 2006 du «Probo Koala», un navire qui avait déversé sa cargaison nocive dans plusieurs décharges de quartier, causant plusieurs morts.

Mais pour réussir sa révolution, l'Etat a été forcé de trouver des partenaires ailleurs, à en croire Joseph N'Goma, directeur général adjoint d'Eco Eburnie, du groupe portugais Mota-Engil, l'une des deux entreprises internationales mandatées.

«L'Afrique n'a pas encore les coudées franches financièrement. Nous n'avons pas d'entreprise suffisamment forte pour s'aligner sur un tel appel d'of-



Centre d'enfouissement et de valorisation de Kossihouen, à 40 kilomètres d'Abidjan.

MATTHIEU HENGUELY

fres international ou obtenir un accord avec les banques», explique ce rare cadre local d'une société internationale.

Abidjan, la «carte de visite» du changement

Jusqu'alors, les communes, aidées par une kyrielle de petites entreprises locales sans moyens financiers, faisaient au plus simple: ramasser ce qu'elles pouvaient et emporter le tout dans une décharge.

En 2017-2018, l'Etat a créé l'Anaged, l'Agence nationale de gestion des déchets, et lancé son appel d'offres vers l'étranger avant de fermer la décharge d'Akouédo l'année suivante. «La nouvelle politique a commencé par Abidjan. C'est notre carte de visite», note Alain Roger Akichi, directeur de la communication de l'Anaged.



«Il manque aujourd'hui un volet de répression. Sans cela, on ne pourra obtenir le résultat espéré.»

ESTELLE KLA-GREBET
RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION
D'ECO EBURNIE

La ville a été séparée en trois lots; Mota-Engil a remporté deux mandats (ouest et sud d'Abidjan), tandis qu'un consortium tuniso-ivoirien (Ecoti

SA), associée à une entreprise italienne, a gagné le troisième (quartiers nord). Les deux entreprises ont trois missions: l'enlèvement des ordures et leur transfert au nouveau centre d'enfouissement, le nettoyage des rues et leurs accotements ainsi que le curage et l'entretien des caniveaux.

Des contrats confidentiels

À quel coût se fait cette mise en place, censée durer sept ans? Nous ne le saurons pas: chez Eco Eburnie et Clean Eburnie (tous deux Mota-Engil) comme chez Ecoti SA ou à l'Anaged, aucun responsable n'a voulu donner de chiffres. «Tous les besoins ont été définis au préalable par les autorités», indique Joseph N'Goma. Jusqu'au matériel (benne, camions), le même pour les deux entreprises, à utiliser par les quelque 4500 employés. À terme, ce matériel deviendra d'ailleurs propriété de l'Etat. Une large part du personnel s'occupe de la propreté des rues. «Sur les voies principales et l'autoroute, le nettoyage est mécanique», explique Séraphin Lieuda, superviseur chez Ecoti. «Le reste est géré par nos équipes à pied.»

Tournées réglées par secteur

Chaque équipe d'une dizaine de femmes nettoie «en moyenne 11 à 12 kilomètres de voie chaque jour», explique Vamiema Bamba, responsable du nettoyage urbain de jour chez Eco Eburnie. «Nous utilisons moins de moyens mécaniques. Ils sont plus chers.»

Les tournées des camions poubelles sont aussi réglées secteur par secteur. «Nous avons 20 circuits pour la collecte au sud d'Abidjan et 20 à l'ouest», explique Pedro Rocha, responsable de production chez Eco Eburnie.

Dans une salle du centre logistique d'Anguédedou (ouest d'Abidjan), la position de chaque véhicule apparaît sur les écrans de contrôle en temps réel. «Il y a deux types de camions, qui ont des capacités de 7 et 24 mètres cubes de déchets. Les petits peuvent entrer au cœur des quartiers et les plus grands restent sur les artères», explique Marcel Angbo, responsable santé et sécurité au travail et guide d'un jour au centre logistique.

Un petit camion poubelle arrive justement au centre de transfert. Il passe sur un pont-bascule où il est pesé avant de déverser son odorant chargement dans une grande benne. Une fois pleine, celle-ci sera prise en charge par un camion et emmenée au centre d'enfouissement de Kossihouen qui est aussi utilisé pour produire du bio gaz. «Notre but avec ces transferts, c'est de limiter les déplacements.»

Une bonne partie des trajets jusqu'à la décharge se font de nuit, afin d'éviter les bouchons à la sortie d'Abidjan. Au total, quelque 4500 tonnes de déchets sont évacuées quotidiennement de la ville.

Bilan contrasté

Ce nouveau mode de fonctionnement porte déjà ses fruits. «En 2017, l'année précédant le

démarrage de nos entreprises, le pourcentage de déchets collectés à Abidjan ne dépassait pas 35% de ce qui était ramassable. Aujourd'hui, nous sommes à 75%», chiffre Tarek Mrabet, directeur de la communication et du développement durable d'Ecoti SA. Mais il reste du travail: «Nous nous heurtons au comportement des populations qui entravent la bonne marche de nos activités et déposent leurs déchets de manière sauvage», déplore Joseph N'Goma. «Malgré la sensibilisation que l'on fait, cela n'entre pas dans toutes les oreilles.»

Sa collaboratrice Estelle Klagrebet, responsable de la communication d'Eco Eburnie, complète: «Il manque aujourd'hui un volet de répression. Sans cela, on ne pourra pas obtenir le résultat espéré.» Les dernières campagnes de sensibilisation ont pour thème les écogestes, mais aussi les horaires de collecte. «Si on dépose n'importe quand ses poubelles, il peut y avoir des foudres. Ils ouvrent les poubelles pour trouver des choses à récupérer et cela donne davantage de travail à nos collecteurs.»

De son côté, l'Etat planche lui aussi sur des programmes de sensibilisation, notamment auprès des enfants. «Ils vont grandir avec des nouvelles habitudes», remarque Alain Roger Akichi à l'Anaged. «Nous voulons aussi travailler avec les responsables religieux, les chefs de communautés ainsi que des influenceurs.»

«Aujourd'hui, il y a une satisfaction, même si beaucoup

reste à faire», note le directeur de la communication et des relations extérieures.

De nouvelles taxes nécessaires?

Un (gros) bémol toutefois: tout cela coûte cher et le pays peine à suivre. Les représentants d'Eco Eburnie remarquent d'ailleurs ne pas avoir été payés par l'Etat «durant plusieurs mois».

Firmin N'Gouandi, directeur des opérations et des programmes de l'Anaged, le confirme: le financement de cette nouvelle politique est plutôt compliqué, même si aucun chiffre n'est donné quant au coût de la gestion des déchets. «Nous devons trouver de nouveaux modes de fonctionnement pour alléger la facture pour le pays. Peut-être d'éventuelles nouvelles taxes ou d'autres contributions.»

D'autant plus que la Côte d'Ivoire ne se résume pas à Abidjan. «Il y a aujourd'hui des villes où nous travaillons avec des opérateurs et d'autres où nous venons en soutien des autorités locales. Dans nos programmes d'amélioration, nous essayons de regrouper des villes autour d'infrastructures intercommunales afin de limiter les frais.»



«Nous devons trouver de nouveaux modes de fonctionnement pour alléger la facture pour le pays.»

FIRMIN N'GOUANDI
DIRECTEUR DES OPÉRATIONS ET
DES PROGRAMMES DE L'ANAGED

Reste que la manière de faire développée à Abidjan servira de modèle ailleurs dans le pays. Des mandats similaires devraient prochainement être proposés pour d'autres villes. Et ils pourraient ne pas s'adresser à des experts étrangers cette fois. «Aujourd'hui, les locaux ont pu s'imprégner de cette manière de travailler. Certains se préparent dans les vestiaires pour les prochains appels d'offres», conclut Firmin N'Gouandi.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien d'Enquête d'ailleurs, un programme d'échange de journalistes entre la Suisse et des pays du Sud. Plus d'infos sur www.eqda.ch